

INTERVIEW DE M. PIERRE MAUROY, PREMIER MINISTRE

A "LA VOIX DU NORD"

(14 avril 1984)

-----

*Marlin*  
*CL*

QUESTION : Vous avez en projet un voyage officiel dans la région. Pouvez-vous nous préciser vos intentions à ce sujet ?

PIERRE MAUROY : Je voudrais signer le contrat de plan de la région. Ces contrats sont établis avec toutes les régions. Pour ma part, je reçois les dernières indications, j'effectue les arbitrages ultimes et autorise dans chaque région le préfet à signer au nom du gouvernement. J'ai demandé à M. LE GARREC, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre de se consacrer à cette tâche et de nombreuses régions ont déjà adopté leur contrat de plan. J'ai souhaité signer personnellement ce contrat qui engage pour cinq ans les relations entre l'Etat et la région Nord-Pas-de-Calais. Je souhaite également avoir à cette occasion un contact avec les élus, c'est-à-dire le Conseil régional, les assemblées départementales, le Comité économique et social, bref tous ceux qui ont une responsabilité dans le Nord-Pas-de-Calais. Ce voyage officiel me donnera l'occasion de m'adresser à eux et de commenter en particulier ce contrat de plan que je considère comme un bon contrat. Un travail important a été fait au niveau des élus de la région et je pense que, compte tenu du temps et des circonstances, ce document est très appréciable pour la région. Je le dirai à cette occasion. Pour le reste, la journée sera naturellement bien remplie, il y aura une ou deux visites que je souhaite significatives.

QUESTION : A quelle date viendrez-vous ?

PIERRE MAUROY : Le vendredi 27 avril.



QUESTION : LE Nord-Pas-de-Calais est une région d'industries traditionnelles. Avez-vous, au-delà du contrat de plan, un projet d'industrialisation du Nord ? Ne peut-on redouter aujourd'hui un détournement des implantations industrielles vers la Lorraine ?

PIERRE MAUROY : Les perspectives industrielles du Nord-Pas-de-Calais dépendront à l'évidence en partie de la manière dont sera traitée la nécessaire mutation de notre industrie lourde. J'y reviendrai mais je souhaite faire au préalable deux remarques.

Le première concerne l'importance - légitime - que l'on attache aux restructurations industrielles. Elle ne doit pas, pour autant, occulter certains points forts de notre industrie régionale. Il existe - et il est bon de le rappeler - dans le Nord-Pas-de-Calais des entreprises en bonne santé. Des entreprises qui innovent et sont tournées vers l'exportation. Des entreprises qui sont souvent nées d'initiatives régionales et dont il faut souligner les bonnes performances. Je pense par exemple à ces firmes que l'activité des derniers mois a placées pour différentes raisons au premier plan. Je pense aux Cristalleries d'Arques, à CLAEYS LUCK à ANNOEULIN dans le domaine des semences et du génie génétique, à REYDEL à GONDECOURT dans les équipements automobiles ou à VELEC à TOURCOING et au CATEAU qui - avec la C.G.C.T - vient d'obtenir un important marché d'équipement de télédistribution.

Des affaires dynamiques de ce type ne peuvent, par leur seul développement, permettre de résoudre les graves problèmes de réindustrialisation, mais elles contribuent à l'image de marque d'une région tournée vers l'avenir. J'attache, pour ma part, une grande importance à l'affirmation que le Nord-Pas-de-Calais a une vocation industrielle diversifiée. Il doit rester fidèle à son passé mais se tourner aussi vers l'avenir, vers la réindustrialisation,

vers les industries nouvelles. C'est très important au point de vue de la psychologie. Il ne faut pas rester figé.

Ma seconde remarque va dans le même sens. Dans la mesure où je souhaite mettre l'accent sur l'agro-alimentaire. Il s'agit là, en effet, d'un secteur traditionnellement fort dans le Nord-Pas-de-Calais. Ce secteur est le troisième employeur de la région après le bâtiment-travaux publics et le textile. Il fait vivre plus de 40.000 salariés dans plus de 300 établissements. Il s'agit là d'un des atouts importants du Nord-Pas-de-Calais. L'Etat et la Région ont prévu de conforter son avenir par des actions de formation professionnelle en biotechnologie, par la création d'une filière de techniciens supérieurs spécialisés à Douai ainsi que par la création d'un pôle régional de recherche en génie industriel alimentaire. Ces initiatives seront officialisées par le contrat de plan Etat-Région.

QUESTION : Si l'on en venait, après ce préambule, à notre question sur les mutations industrielles ?

PIERRE MAUROY : La région Nord-Pas-de-Calais connaît, depuis plus de 15 ans, une mutation de certaines de ses activités traditionnelles, notamment l'extraction charbonnière, la sidérurgie et le textile.

Aujourd'hui, elle est la seule région de France où coexistent trois des secteurs les plus touchés par les mutations actuelles : les charbonnages, la sidérurgie et les chantiers navals.

Dans ces secteurs, l'évolution des techniques comme les exigences de la compétition internationale imposent des restructurations. Continuer à financer des déficits hypothéquerait l'avenir industriel de la région



4

comme les 10 milliards que l'Etat verse chaque année pour couvrir les pertes de la sidérurgie menaceraient, si nous ne faisons rien, l'ensemble de notre élan industriel. L'argent qui sert à combler des déficits fait défaut pour investir dans les secteurs d'avenir, chacun le comprend bien.

Il faut donc moderniser et rendre compétitifs la sidérurgie et les chantiers navals, mais il faut, dans le même temps, entreprendre un vigoureux effort de réindustrialisation.

Le dispositif d'aide à la conversion mis en place dans le Nord-Pas-de-Calais concentre des moyens sans précédent. Sans entrer dans le détail, je rappellerai qu'il comprend deux grands types d'aides.

D'abord des aides aux entreprises qui peuvent être soit des aides directes de l'Etat, soit les concours des sociétés de conversion, largement dotées.

Ensuite, des aides à l'environnement des entreprises au sens large. Elles associeront aux interventions déjà prévues dans les contrats de plan, aux divers concours pour les pôles de conversion ou pour le bassin minier, des aides communautaires.

Les unes aideront à la réutilisation des friches industrielles et au désenclavement. D'autres portent sur la formation technologique, la recherche et les transferts de technologie. D'autres encore concernent l'environnement économique dans les zones affectées par la restructuration du textile et de la sidérurgie.

---

Cet important dispositif va permettre d'accélérer une action, déjà bien entreprise, dans deux directions complémentaires.



La première consiste à développer, dans une optique à moyen terme, une nouvelle culture industrielle tournée vers les industries de demain. C'est tout l'effort de formation initiale et continue qui tend vers cet objectif, de même que la création de pôles technologiques et les aides au transfert de technologies.

Je citerai à titre d'exemple : les actions décidées dans le domaine de la productique, avec l'appui des universités de Lille et de Valenciennes, des grandes écoles, en particulier, de l'école des Mines de Douai ; transformation des manières plastiques dans la zone de Béthune ; la mécanique de précision et la tôlerie fine dans le Valenciennais, grâce au programme de sous-traitance THOMSON, lancé l'année dernière.

La seconde consiste à régénérer le tissu industriel par des implantations d'activités nouvelles, immédiatement créatrices d'emplois.

DATAR ;

Je rappellerai, sans être exhaustif, quelques implantations significatives réalisées avec le concours de l'Etat : VAN PELT à LENS, 150 emplois dans l'industrie du meuble ; SANSONITE à Henin-Beaumont, 140 emplois pour la fabrication de bagages ; plus récemment, JACKSTADT à Valenciennes, 110 emplois dans la production de papiers et pellicules adhésives, la confirmation de l'installation dans le Denain d'une filiale robotique de RENAULT ( 150 à 200 emplois) et la création, qui vient d'être annoncée, d'une usine.

Ces implantations représentent la partie la plus visible de l'effort de réindustrialisation en cours. En moins de deux ans la création d'environ 5.400 emplois a été décidée ou aidée dans la région.

Ce premier bilan n'enregistre pas les dernières dispositions arrêtées en faveur des pôles de conversion. Il montre pourtant, déjà, qu'en dépit de la crise le Nord-Pas-de-Calais conserve et peut développer un potentiel industriel.



# Nord-Pas-de-Calais

La région du . . . est celle qui a le plus grand pourcentage de demandes de dossiers auprès de l'agence nationale pour la valorisation de la recherche pour la productique. C'est important. Ainsi, les industries traditionnelles ressentent la nécessité, au niveau des petites et moyennes entreprises de se moderniser. Quand on dit industries nouvelles, il n'y a pas que des technologies nouvelles, il y a toutes les industries traditionnelles qui doivent faire l'effort de se moderniser. La modernisation ne se traduit pas toujours en termes de sureffectifs. Elle se traduit <sup>par exemple</sup> en terme d'ordinateurs pour la gestion. Elle consiste à rentabiliser et à diminuer les coûts, et par conséquent à arriver à produire dans de meilleures conditions.

QUESTION : Pouvez-vous fixer un nombre de créations d'emplois dans les années à venir ?

PIERRE MAUROY : Je ne cite pas de chiffres. Si vous avez 1% de croissance, c'est difficile. L'évolution prévue pour les économies européennes, est de 2%. Ce serait déjà un peu mieux. Surtout si nous avons réalisé l'assainissement de notre économie. Nous aurons par conséquent une marge. Nous pourrons avancer. Mais on ne peut pas, avec 2% , faire comme si on avait 4 ou 5%. D'autant que la France, pour ne pas perdre d'emplois industriels, devrait avoir une croissance de 4%.

Le vrai problème est de contenir le chômage. Le chômage n'est pas seulement le résultat des restructurations industrielles.

Ce n'est pas seulement le résultat d'un "assainissement" général comme disent certains, d'une remise à niveau de l'ensemble des entreprises dont certaines estiment qu'elles sont en sureffectifs. Il résulte aussi de la démographie française. Nous avons chaque année 200.000 emplois supplémentaires à créer. Il en sera ainsi jusqu'en 87-88.



7

QUESTION : A vous entendre, Monsieur le Premier Ministre, on a l'impression que ce qui fait la difficulté de ces restructurations industrielles particulièrement visible sur le plan économique et humain, c'est l'absence de croissance. Est-ce que cela veut dire que ces restructurations industrielles auraient pu être faites avant le second choc pétrolier ?

PIERRE MAUROY : Absolument, la France les réalise un peu tardivement. Elles sont indispensables. La question que vous me posez est essentielle. L'absence de croissance rend la restructuration industrielle effectivement plus difficile. Mais la réponse n'est pas complète. Incontestablement, c'est l'absence de croissance ou en tout cas une croissance beaucoup plus réduite, qui a précipité le mouvement vers la troisième révolution industrielle. Elle a exigé d'économiser l'énergie, de gagner en productivité et donc d'accélérer la mutation technologique. Je ne suis pas certains que s'il y avait eu une croissance qui se soit maintenue à 4 ou 5%, on ait été obligé de faire une restructuration industrielle aussi vite qu'aujourd'hui. Les restructurations industrielles n'auraient émané que de ceux qui ont une claire vision de l'avenir. Ils auraient pris le risque de se dire : il faut restructurer pour être compétitif et gagner des marchés.

Après avoir restructuré et assaini, si vous investissez, vous accentuez le mouvement.

QUESTION : On ne peut donc pas investir maintenant ?

PIERRE MAUROY : Bien sûr qu'il faut investir maintenant ! Une entreprise à bout de souffle, si elle se restructure dans le cadre d'une économie assainie, elle pourra repartir. Mais ce qui est absolument indispensable, c'est d'investir, car ce sont les investissements qui la situeront exactement demain dans la dure compétition qui récompense les meilleurs et élimine les attardés.

./.



8  
QUESTION : On a beaucoup insisté sur votre influence dans les choix du dernier plan acier. L'élu du Nord aurait-il convaincu le Premier Ministre que sa région avait été suffisamment frappée par la crise ?

PIERRE MAUROY : Je ne voudrais pas poser le problème par rapport au Nord et à la Lorraine. Cela n'a pas de sens. Deux grandes régions industrielles sont marquées. Le Nord-Pas-de-Calais a déjà donné beaucoup dans de précédents plans acier.

Mais le problème de la sidérurgie ne se pose pas en ces termes. Il s'agit d'abord et avant tout de réduire les capacités de production. Il est nécessaire par ailleurs d'adapter notre industrie aux évolutions techniques qui bénéficient déjà depuis plusieurs années à nos concurrents.

La production d'acier est en baisse à l'échelle mondiale. A ce premier élément s'ajoute le fait que les pays européens perdent des parts de marché face à de nouveaux concurrents. La production française est ainsi passée de 27 millions de tonnes en 1974 à 17 millions et demi de tonnes l'an dernier.

Cette situation a conduit la commission des Communautés européennes à proposer un plan de restructuration de l'ensemble de la sidérurgie européenne conduisant à une réduction ordonnée des sur-capacités actuelles.

Mais je voudrais répondre de manière à expliquer les choix de la sidérurgie. J'ai repoussé ce qui me paraissait être la caractéristique de tous les projets antécédents, à savoir le mirage des investissements pour résoudre un problème qui n'est pas de production mais de surproduction. Il est difficile de concilier une diminution de la production avec de nouveaux investissements.

./.



9

Voilà la véritable question. D'autant que nous sommes durement concurrencés par la sidérurgie européenne. Les frais financiers de notre sidérurgie sont trop élevés par rapport à ce que paient les sociétés sidérurgiques étrangères, européennes...

QUESTION : Une inquiétude se fait jour à Trith et à Valenciennes après la décision de mettre en place une filiale commune entre Usinor et Sacilor. Cette inquiétude est-elle fondée ?

PIERRE MAUROY : Non. Dans le secteur des produits longs, le gouvernement a décidé de ne pas réaliser le train universel proposé à Gandrange. C'était un investissement très lourd dont la rentabilité était aléatoire. Une solution alternative, moins coûteuse,

existait. Elle ne soulève pas de difficultés industrielles ou économiques majeures. C'est cette solution que le gouvernement a retenue : elle consiste à moderniser les trains de Hayange et de Valenciennes dont l'avenir est assuré.

Les décisions prises par le gouvernement dans le secteur des produits longs impliquent que les deux groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor coordonnent leurs politiques de façon à harmoniser les carnets de commandes et les capacités de production. Il n'est pas possible que ces deux grands groupes industriels continuent à se tourner le dos. Il est absolument indispensable qu'ils coopèrent et qu'ils coopèrent mieux, tant sur le plan technique que commercial. En particulier, une filiale commune sera créée dans le secteur des produits longs qui comprendra l'usine de Valenciennes. Dans les plus brefs délais, des équipes mixtes seront mises en place. Cette décision est une garantie de la réussite des mesures de restructuration prises dans les produits longs.

./.

10

à cette fin  
J'ai reçu le P.D.G. de Sacilor et le P.D.G.  
l'Usinor.

En fait, vous avez d'un côté les produits plats et de l'autre côté les produits longs. Or, en ce qui concerne les produits longs, il y a une telle variété qu'il serait préférable qu'une filière commune existe. C'est ce que nous allons faire.

De même pour les aciers spéciaux. Vous avez trois usines qui fonctionnent bien. Seulement, compte tenu de ce que l'on peut produire ou de ce que l'on peut vendre sur le marché, il y en a une de trop. Si elles travaillent séparément, elles sont chacune avec leur misère. Si elles sont rassemblées, elles en tirent tout naturellement des avantages. L'idée de faire une filière des produits longs et des aciers spéciaux est une bonne idée.

QUESTION : Une fusion des deux groupes n'est pas une bonne idée ?

PIERRE MAUROY : C'est une idée qui n'est pas pour le moment à l'ordre du jour, et qui de toute façon devra être précédée par une période de meilleurs rapports, de réelles coopérations.

Les filiales communes, ce sera déjà un entraînement. Pour le moment, c'est une question qui ne correspond pas aux données techniques et même psychologiques.

QUESTION : Le Président de la République a présenté le projet URBA 2000. Quel est l'état d'avancement de cette opération ? Pouvez-vous nous préciser ce que vous en attendez pour la région, tant en matière d'activités nouvelles que de créations d'emplois ?

PIERRE MAUROY : L'idée de départ est simple : l'utilité des technologies dépend directement de la capacité des hommes à les mettre en oeuvre pour apporter des améliorations concrètes à leur efficacité professionnelle ou à leur vie quotidienne.



Pour cela, la meilleure méthode est d'essayer de les appliquer en vraie grandeur. Le projet mettra donc les nouvelles technologies à la portée des habitants de la région et encouragera toutes les initiatives pour les utiliser.

Des exemples ? On peut évoquer la carte à mémoire et ses utilisations quotidiennes pour toutes les opérations d'achat ou pour certaines opérations administratives mais aussi ses utilisations plus originales, par exemple pour tenir à jour les fichiers des malades dans les hôpitaux.

On peut encore évoquer, dans le prolongement de cette grande réalisation technologique que constitue le VAL le métro de la Communauté urbaine de Lille, la mise à disposition des usagers d'un système informatisé d'information et de guidage donnant la combinaison des moyens de transport disponibles pour un parcours déterminé.

L'utilisation de la vidéo-transmission pour le développement d'un télé-enseignement universitaire interactif pourrait permettre par exemple aux universités de Lille ou de Valenciennes d'atteindre un public lointain dans d'excellentes conditions de dialogue entre étudiants et enseignants.

A la différence de projets clairement définis comme l'implantation de telle ou telle firme, URBA 2000 est un cadre, un projet collectif, un état d'esprit ouvert aux techniques nouvelles et à leur application sur cet espace géographique compris entre le Nord de la métropole et le bassin minier, de Béthune à Valenciennes.

J'ai été très frappé de voir comment sur un thème comme celui-là, qui nous conduit en quelque sorte à vivre le Nord-Pas-de-Calais au futur, bien des responsables se sont mobilisés : universitaires, chefs d'entreprises, syndicalistes, élus... Dès les mois prochains, nous devrions voir apparaître les premières conséquences concrètes de ce projet.



QUESTION : Pensez-vous que la région soit consciente de l'importance de ce projet ?

PIERRE MAUROY : Sans doute insuffisamment. Ce projet nécessite un effort d'imagination qui perturbe chez certains l'image trop traditionnelle qu'ils se font de leur région. Il y a trop, chez ces derniers, l'acceptation d'une certaine fatalité, d'une résignation à vivre dans le passé.

Il n'est écrit nulle part qu'une grande région industrielle doive le rester à travers les âges. Ce n'est pas voir le spectacle de la vie que d'avoir en tête des certitudes comme celle-là. Je constate au contraire des évolutions. Le Midi de la France, qui n'était pas à proprement parler une région industrielle, le devient. Pourquoi ? Parce que s'y rassemble de petites et moyennes entreprises. Elles ne sont plus aussi dépendantes des matières premières. Elles ont besoin de matière grise et elles sont essentiellement des entreprises avec une forte proportion de cadres. Ceux-ci, c'est bien connu, attachant du prix à leur environnement.

Cela dit, la région Nord-Pas-de-Calais garde des atouts considérables. Pourquoi ? Parce qu'elle compte quatre millions d'habitants, qu'elle est un carrefour européen une région d'intenses activités industrielles. Il est beaucoup plus facile d'y monter une usine que dans une région qui est restée rurale. Mais la société industrielle est en pleine mutation. C'est vrai dans l'Est, c'est vrai dans le Nord. C'est dire que ces deux régions sont pratiquement dans la même situation, faisant face aux mêmes lois économiques et technologiques et, par conséquent, plus solidaires qu'opposées.

QUESTION : Participerez-vous au Salon APPLICA ?

PIERRE MAUROY : Oui, parce que ce salon signifie que le Nord-Pas-de-Calais va résolument vers l'avenir.



QUESTION : Ne craignez-vous pas que l'addition des décisions prises en matière de restructurations ne conduise à un "dérapage social" extrêmement dangereux ? Les mesures prises pour faciliter les mutations industrielles vous paraissent-elles de nature à éviter ce risque dans le Nord ?

PIERRE MAUROY : Voyez le problème du chômage ! Il faut bien dire qu'entre 81 et 83, on a tenu sur la crête des deux millions de demandeurs d'emploi. La France a obtenu un résultat unique par rapport à tous les autres pays industriels.

La situation se dégrade en raison de différents facteurs. Il y a la crise qui dure, la croissance qui est insuffisante, la démographie qui s'y mêle et ensuite s'y ajoutent les restructurations. La tendance est donc à l'aggravation du chômage. On pourra mieux évaluer lorsqu'on aura les chiffres de mars et d'avril. Mais avec la tendance des derniers mois, en incluant le mois de février, c'est vers 2.400.000 ou 2.450.000 chômeurs en fin d'année que les experts s'orientent.

QUESTION : Et le risque de dérapage social du fait que ce soit la gauche qui doive faire le "sale boulot" des restructurations ?

PIERRE MAUROY : Vous ne choisissez pas le moment où vous arrivez au pouvoir ! La gauche, historiquement, lorsqu'elle arrivait au pouvoir, traduisait des aspirations, des attentes et par conséquent, elle effectuait des réformes.

Depuis 1981, nous avons fait les réformes, nous avons répondu à cette attente et en plus -c'est cela le sens historique de ce qui s'accomplit - la gauche gère. Elle assure et assume l'économie du pays. La navigation ne se fait pas uniquement par beau temps ! Effectivement, nous navigons au milieu d'une crise internationale très grave, aux conséquences souvent catastrophiques pour de nombreux pays du Tiers-monde frappés de plein fouet dans leur développement. Quant aux pays industrialisés, ils n'ont qu'une conduite possible: la rigueur.

QUESTION : Les militants socialistes et communistes ont peut-être l'impression que vous menez la politique que la droite aurait souhaité mener et qu'elle n'a pas pu faire et c'est peut-être la raison de leur trouble.

PIERRE MAUROY : La politique de rigueur entraîne psychologiquement un certain nombre de refus et en même temps nos concitoyens entrent de plus en plus dans la rigueur dont ils contestent moins la nécessité. Il est évident qu'une gauche qui fait l'expérience de respecter la loi des grands équilibres économiques, qui accepte de faire des restructurations industrielles, cette gauche a beaucoup de choses à se dire à elle-même. En réalité, nous assistons à sa première véritable expérience de gestion du pouvoir dans la durée. Et l'on mesurera mieux demain que c'est sans doute la gauche qui est la plus capable de pouvoir mener des opérations très délicates, dans le présent mais décisives pour l'avenir de la France.

QUESTION : Pouvez-vous expliciter votre pensée quand vous dites que la gauche est la plus capable ?

PIERRE MAUROY : En m'exprimant ainsi, je ne fais que constater que cette tâche n'a pas été entreprise sous le précédent septennat. Nos prédécesseurs ont accumulé une crise de l'emploi, une crise de l'investissement et une absence de restructurations industrielles au moment où ces dernières étaient en cours aux Etats-Unis, en Allemagne et dans d'autres pays.

QUESTION : Vous est-il possible aujourd'hui de fixer un terme à cette politique de rigueur ?

PIERRE MAUROY : Elle a un terme pour ce qui concerne la crise conjoncturelle. Elle sera, je crois, surmontée. D'une certaine façon, certains pays connaissent une augmentation de leur croissance. Mais il reste que cette crise nous a précipité dans la troisième révolution industrielle. Il ne faut pas essayer d'imaginer qu'une fo



qu'on aura effectué les restructurations dans le charbon, la sidérurgie, l'automobile, tout sera réglé. Le plus gros, c'est-à-dire les activités traditionnelles, sera fait. Mais la mutation devra gagner bien d'autres entreprises, tous les secteurs devront aussi se remettre en question.

QUESTION : N'allez-vous pas désespérer votre électorat ?

PIERRE MAUROY : Il faut se mettre dans une perspective de rigueur, mais il n'y a pas à se mettre dans une perspective de désespoir. Le monde qui se prépare avec cette troisième révolution industrielle est un monde qui, toutes proportions gardées, apportera autant et même bien plus que la machine à vapeur, que l'électricité, que l'automobile n'ont apporté aux sociétés rurales d'hier.

QUESTION : Il faut passer le cap ?

PIERRE MAUROY : Il faut vivre la mutation. Le cap serait plutôt comme une montagne que vous escaladez et redescendez pour accéder à l'autre versant. Prenez l'exemple de l'automobile. Si l'industrie française ne s'adapte pas face aux restructurations des industries allemandes et japonaises, nous finirons par ne plus vendre nos voitures. Nous n'avons pas le choix si nous voulons maintenir la France à son rang.

Les équilibres fondamentaux de la société doivent évoluer. Le secondaire, avec ses nouvelles technologies et disons moins de main d'oeuvre, doit apporter l'enrichissement. Le tertiaire doit bénéficier des transferts de main d'oeuvre pour améliorer les services. Pour y parvenir, nous essayons de dominer la période dans laquelle nous sommes entrés et qui est une période de transition entre une société industrielle bien typée qui est celle que nous connaissons, et cette nouvelle société industrielle qui naît sous nos yeux.



Cela ne signifiera pas toujours la rigueur car, en dépit de cette phase de transition, la croissance reviendra. En attendant, nous réalisons les restructurations nécessaires, sans tricher, et en évitant la récession. Car, contrairement à ce qui a été fait aux Etats-Unis et en Allemagne, nous n'avons pas connu une période de récession. Dans ces pays, le pouvoir d'achat a diminué. En France, sur la période 1981-1983, il y a eu, globalement, une augmentation du pouvoir d'achat.

QUESTION : A l'Assemblée récemment, vous avez indiqué aux communistes qu'il y avait un seuil à ne pas dépasser. Pouvez-vous fixer cette limite et dire ce qui se passerait si les communistes franchissaient ce seuil ?

PIERRE MAUROY : Je me suis exprimé clairement. Le Président de la République a tenu sa conférence de presse récemment. Il a été très net. Les choses en sont là. Nous ne sommes pas des sémaphores qui à tout moment devons allumer un signal. Nous avons dit ce que nous avions à dire.

QUESTION : Vos partenaires en ont-ils tenu compte ? On a l'impression qu'ils sont plutôt rentrés dans le rang ?

PIERRE MAUROY : J'ai vu M. Lajoinie. Comme à chaque rentrée, nous avons discuté de la session parlementaire car mon travail est de prévoir les difficultés dans les rangs de la majorité pour voter telle ou telle loi ! Les déclarations du président du groupe communiste en sortant de Matignon ont été remarquées. Mainsi, chaque jour apporte son élément d'appréciation...

QUESTION : Si les communistes venaient à quitter le gouvernement, pourriez-vous continuer cette politique d'assainissement industriel ?

PIERRE MAUROY : La politique d'assainissement industriel est indispensable. Au dessus de tout, il y a l'intérêt général et son exigence pour préparer l'avenir.



QUESTION : A diverses reprises depuis votre nomination à la tête du gouvernement, la question de votre succession a été avancée, plus ou moins sérieusement. Aujourd'hui, tandis que s'accroît la rumeur et que circulent des noms de "prétendants", que vous inspire cette agitation ?

PIERRE MAUROY : Vous savez, avec trois ans de Matignon, c'est une question qui n'inspire plus. D'autant qu'elle relève de la responsabilité du Président de la République.

QUESTION : Cette agitation ?

PIERRE MAUROY : Sous la Vème République - qui assure la stabilité - cette agitation est une survivance de l'instabilité de la IIIème et surtout de la IVème République.

QUESTION : Il y a quand même des "prétendants" ?

PIERRE MAUROY : Ah vous croyez ? Des aspirants... C'est le jeu de la vie. Evidemment, quand vous êtes désigné comme Premier Ministre le 21 mai 81, et que vous voyez les journaux deux semaines plus tard annoncer que ce sera terminé à la fin juin, vous vous dites : "ce serait un peu court" !

QUESTION : Mais trois ans, cela vous semble un bail raisonnable ?

PIERRE MAUROY : Un bail, comme vous dites, c'est aussi trois, six ou neuf ans !

QUESTION : Ils sont plusieurs ceux qui, parmi vos amis estiment que dès votre départ de Matignon, votre cote remontera dans les sondages. Comment comptez-vous utiliser ce "capital" politique, à la fois dans la région et dans le pays ?



18 —

PIERRE MAUROY : Vous croyez sérieusement que j'ai le temps de me mettre dans la situation de quelqu'un qui n'est plus Premier Ministre, et de penser à ce qu'il va faire ... ? A vrai dire, je ne me pose pas la question. Enfin, rassurez-vous, quand le moment viendra - et il viendra bien un jour - j'aurai de quoi m'occuper. D'abord, je retrouverai ma ville, la région... Et puis mon combat en politique. Un combat que je mène avec beaucoup d'autres. Un combat que je ne suis prêt d'arrêter car il accompagne ma vie.

Qu'importent les fonctions, les responsabilités  
Chaque jour qui passe, on est à sa tâche et on va toujours dans le même sens.

---



## LES CHARGES DES ENTREPRISES

---

QUESTION : Donneriez-vous satisfaction aux patrons qui demandent des allégements divers ?

PIERRE MAURDY : Si j'écoutais M. GATTAZ, il faudrait exempter de toutes taxes, de toutes charges les entreprises. Si on exempt toutes les entreprises, il faut bien que quelqu'un paie les impôts. Est-il concevable que les ménages puissent prendre à leur compte toutes les taxes et toutes les charges qui doivent être payées par les entreprises ?

Aller dans le sens d'un allégement pour donner d'avantage de mordant à nos entreprises, oui, c'est compatible avec l'élaboration du budget 85. Le gouvernement y pense et travaille en conséquence. Mais il ne faut pas répéter " eh bien nous allons créer des emplois et nous pourrons régler tous les problèmes si vous supprimez les charges sociales ". C'est une façon d'entretenir des illusions et d'égarer les Français.

---

CHANTIERS NAVALS :  
DUNKERQUE N'EST PAS SACRIFIE

---

QUESTION : L'annonce de deux commandes de navires aux chantiers navals de Dunkerque peut être considérée comme un ballon d'oxygène. Le grand port de la mer du Nord n'est-il pas moins sacrifié par rapport à la Seyne et à la Ciotat ?

PIERRE MAUROY : Certainement pas. La politique du gouvernement est claire; maintien d'une activité de construction navale dans chacun des 5 grands chantiers et adaptation la capacité de production compte tenu de la réalité du marché .

Les commandes récemment intervenues s'inscrivent dans le cadre de cette politique, et vous pourrez constater que Dunkerque n'est nullement sacrifié puisque ce chantier recevra la commande de 2 transporteurs de produits chimiques et d'1 navire militaire. Ces commandes représentent 3.800.000 heures de travail. Ce volume est tout à fait comparable, sinon supérieur, à celui des commandes reçues par les autres chantiers.

QUESTION : Pour l'avenir ?

PIERRE MAUROY : Jusqu'au premier semestre 1986, pour les chantiers navals, nous avons réussi à régler les problèmes. Je pense que les industriels peuvent tirer un coup de chapeau aux pouvoirs publics qui les ont aidés. Nous avons apporté des commandes, y compris des commandes militaires. C'est la première fois que cela était fait. Mais il faut que ces sociétés fassent un effort de modernisation et de restructuration. Il faut qu'elles soient ardentes à aller conquérir les marchés extérieurs.

---



## CHARBON : AJUSTER EN PERMANENCE LES EFFECTIFS

---

" Les Charbonnages de France ont arrêté les sièges d'extraction et les installations industrielles qui constituent les points d'ancrage du bassin, c'est-à-dire ceux dont l'activité est estimée, à l'heure actuelle, devoir se poursuivre au delà de 1988. Ont été nommément cités dans cette catégorie : les sièges d'Oignies et Arenberg, l'usine d'agglomération d'Oignies et le groupe de 250 MW de la centrale d'Hornaing.

"Il s'agit d'une liste minimale qui pourra être complétée si un effort commercial et un effort de production sont réalisés. On ne peut encore tirer de conclusion sur les perspectives d'avenir des autres sites dont l'activité pourrait aussi bien cesser avant 1988 qu'être poursuivie au delà suivant les résultats qu'ils obtiendront.

" L'adaptation des structures et de la production des Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais, nécessaire pour restaurer l'équilibre financier de l'entreprise, implique que l'on ajuste en permanence les effectifs des exploitations, ainsi que des services de gestion et d'administration.

"Les sur-effectifs existants seront résorbés sans licenciement, selon le principe du volontariat, au-delà de la fusion résultant du non remplacement des départs naturels, par un ensemble de moyens complémentaires

- départ en retraite anticipée,
- reclassement à l'EDF,
- procédure de conversion, mutations volontaires,
- aide au retour au pays pour les immigrés.



"L'aide au retour est donc un des moyens mis en place pour résorber le sur-effectif, et tout spécialement celui du fond, puisque les travailleurs immigrés constituent une part importante du personnel de fond.

" Tous les moyens nécessaires seront mis en oeuvre afin d'assurer la réussite de ce dispositif, tant par l'entreprise que par les Pouvoirs Publics."

---